

Monsieur Sébastien LECORNU

Premier ministre

Hôtel de Matignon

57 rue de Varenne

75007 Paris

Paris, le 10 novembre 2025

Monsieur le Premier ministre,

C'est avec une immense inquiétude quant à l'avenir de l'économie française, de ses entreprises et des dizaines de millions de salariés qu'elles emploient que nous – organisations patronales et associations d'entrepreneurs – vous écrivons.

Nous avons éminemment conscience de la situation critique des finances publiques et de l'effort collectif que celle-ci appelle – effort auquel les entreprises de France, parmi les plus taxées au monde, consentent déjà.

Nous sommes également convaincus que seule la poursuite de la politique de l'offre permettra de préserver l'emploi et la prospérité économique – condition de notre rattrapage et du financement des grandes transitions – tout en rétablissant l'équilibre de nos comptes publics.

Or, rien ne saurait être plus éloigné de cette politique de l'offre que les débats budgétaires en cours qui se résument en un mot : taxation.

Au moment où nous vous écrivons, le **Projet de Loi de Finances pour 2026 – qui, dans sa première mouture, rompt déjà avec la nécessaire poursuite de la politique de l'offre – prévoit désormais 53 milliards de hausse de la fiscalité**, que ce soit par de nouvelles taxes ou coup de rabots. Et ce sont toutes les entreprises – grands groupes comme TPE/PME et ETI – qui se retrouvent ciblées. Baisse des crédits à l'apprentissage, taxation en France des bénéfices mondiaux des multinationales (26mds€), surtaxe d'IS amendée (6mds€), impôt sur la « fortune improductive » (0,5mds€), augmentation de la taxe sur les rachats d'actions (8.4mds€), remboursement du CIR si délocalisation (2mds€), taxe sur les holdings patrimoniales et remise en cause du pacte Dutreil... la liste n'en finit pas ! A travers ces propositions, ce sont toutes les entreprises – TPE/PME, comme ETI patrimoniales – qui sont concernées et voient réduire leur capacité à investir, à innover, à accroître leur empreinte territoriale. En somme, leur contribution à la bonne marche du pays.

Le **projet de loi de financement de la Sécurité sociale** dont l'examen en séance publique est en cours promet également de ne pas épargner les entreprises, leur compétitivité, et *in fine*, l'emploi.

Monsieur le Premier ministre, ce recours systématique à la taxation en lieu et place d'économies structurelles de la sphère publique, est déconnecté des réalités économiques que nous vivons au quotidien nourris par les témoignages de nos adhérents : une incertitude qui gèle tous les projets économiques, une industrie française en grande souffrance, des investissements en baisse depuis deux ans, des défaillances d'entreprises record...

Outre cette déconnexion dont font preuve les débats budgétaires, ces derniers sont à rebours total de toutes les stratégies gagnantes adoptées par nos voisins – et néanmoins concurrents – européens, qui ont su concilier réduction de leur dépense publique et soutien à leur économie.

Monsieur le Premier ministre, c'est un signal d'alarme que nous tirons : aucune économie ne s'est jamais redressée en affaiblissant ses forces vives, ses entreprises.

Ce sont elles qui créent des emplois, génèrent de la richesse, la partagent et la réinvestissent dans l'innovation.

Ne voir en elles que des entités désincarnées qui peuvent être toujours plus ponctionnées, et non des moteurs de prospérité, c'est passer à côté de leurs véritables contributions à l'intérêt général, et nous affaiblir collectivement.

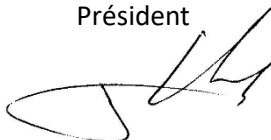
Espérant que notre appel sera entendu et que le Budget 2026 prendra en compte la voix des entreprises de France que nous porterons sans relâche, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de notre plus haute considération.

Amir REZA-TOFIGHI
Président



cpme
CONFÉDÉRATION DES PME

Patrick MARTIN
Président



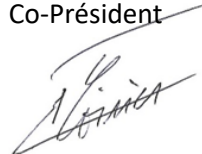
Mouvement
des **Entreprises**
de France 

Michel PICON
Président



U2P
union
des entreprises
de proximité

Frédéric COIRIER
Co-Président



 **etimeti**
MOUVEMENT DES ENTREPRISES DE TAILLE INTERMÉDIAIRE
LES ENTREPRISES DE LONG TERME

Philippe D'ORNANO
Co-Président

PH d'Ornano

Alain MOY
Président



 **cedef**

Virginie CALMELS
Présidente



 **Croissanceplus**
Grandir ensemble

Pierre GUILLET
Président



Sophie de MENTHON
Présidente

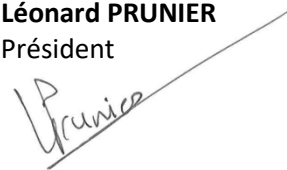


ethic

Philippe GRODNER
Président



Léonard PRUNIER
Président



Marie-Christine OGHLY
Présidente

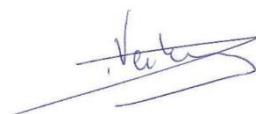


Alexandre SAUBOT
Président



**FRANCE
INDUSTRIE**

Damien VERDIER
Président



GPS GROUPEMENT
DES PROFESSIONS
DE SERVICES